

# Enarchie Compassionnelle – Le faux projet de réforme

Posté le : 26 avril 2019 16:19 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Attitudes, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Nous sommes depuis plus de vingt ans les contempteurs vigilants de ce que nous avons appelé l'Enarchie Compassionnelle, une verrue antidémocratique greffée sur la démocratie française par la haute fonction publique, et qui a fini par dénaturer totalement la Cinquième République.

La démocratie est faussée par l'alternance des clans des classes d'Enarques, chaque banc rival arrivant successivement au pouvoir sans réels soucis des Français ni même de la France. L'important est d'atteindre le Saint Graal de la Présidence. Tout le reste est accessoire.

L'effondrement démographique, industriel, économique et social d'une France vouée à devenir un territoire dont la population d'origine sera évincée dans les cinquante prochaines années, et dont le seul titre de gloire sera d'être le numéro un des prélèvements, au milieu des cris mille fois répétés de Vive l'Impôt, Vive l'impôt, stimulés par des entrepreneurs-acteurs de spectacles télévisés malhonnêtes ou débiles qui leur permettent de gagner des millions, alors que la culture française est abandonnée au profit des grands machins américains et que l'université sombre dans le politiquement correct le plus sectaire et le plus infect, en même temps que l'emprise islamiste s'étend au milieu de crimes plus ignobles les uns que les autres.

Il en est résulté une méfiance vis-à-vis des « élites » qui vire à la haine dans les profondeurs du pays. Chaque alternance montre que le clan vainqueur n'a aucune envie de faire quelques réformes que ce soit. Après Hollande et ses dizaines de milliards d'impôts supplémentaires dans les deux premières années de son mandat, voilà Macron avec encore plus de dizaines de milliards d'impôts supplémentaires dans les deux premières années de son mandat. Eliacin a succédé à Bidochon, mais rien n'a changé.

L'Enarchie Compassionnelle n'est pas un accident provisoire de l'histoire. C'est un système fondé sur une idéologie et une pratique.

L'idéologie prétend que seuls les Enarques, élites formées et sélectionnées, sont capables de diriger le pays, leur rôle étant d'arbitrer les conflits de la société. Patrons et salariés, actifs et inactifs, hommes et femmes, homosexuels et hétérosexuels, malades et bien portants, jeunes et vieux, producteurs et commerçants, terriens et iliens, pêcheurs et agriculteurs, hexagonaux et ultramarins, délinquants et honnêtes gens, piétons et automobilistes, immigrants et nationaux, rien ne doit échapper à l'Enarque bienveillant. Un Enarque est objectif et au-dessus du lot. Lui seul sait. Lui seul est légitime pour agir.

Agir, c'est tout noyer sous la réglementation et les subventions, donc sous les impôts. Tout est devenu interdit ou contraint en France. Les libertés sont étouffées. Nous triomphons comme les champions du monde des prélèvements.

Commencée sous Pétain, notamment en juillet 1940, avec la création de la direction du Trésor qui va progressivement placer les siens dans tous les rouages de l'Etat, prolongée à la Libération, où la haute fonction publique impose au pays des systèmes de sécurité sociale dont ils se dispensent au profit de solutions beaucoup plus favorables à eux-mêmes, épanouie à la fin de la Quatrième où des Inspecteurs des finances accèdent enfin au poste de Président du Conseil, partiellement contenue par

le Général de Gaulle qui néanmoins leur offre l'élection présidentielle et un but, l'Enarchie s'envole avec Pompidou mais surtout avec Giscard et Chirac, premier couple de hauts fonctionnaires disposant de toutes les manettes du pouvoir. Depuis Chirac, Balladur, Fabius, Rocard, Juppé, Jospin, Villepin ont tenu le rôle de premier ministre, Chirac et Hollande celui de Président.

L'Enarchie ne se contente pas d'annexer les postes politiques nationaux de premiers plans. La voilà qui s'étend partout, dans les assemblées, les régions, les grandes municipalités, et même les plus dérisoires mairies. Chirac tient la mairie de Paris, Juppé celle de Bordeaux, Philippe celle du Havre, Aubry celle de Lille, Copé ... celle de Meaux.

En même temps la haute administration commence ses allers et retours dans les grandes entreprises publiques, particulièrement les banques, mais aussi la SNCF, Air France, etc. Certains hauts postes européens sont aussi tentants. L'argent coule à flot.

L'affaire se complique avec la féminisation de la haute fonction publique. L'Enarchie se pratique en couples qui s'enrichissent à vue d'œil, en croisant les carrières administratives, politiques, et privées. On l'a vu avec Hollande, Royale et ses autres maîtresses qu'il a voulu placer aux plus hautes responsabilités. Le cas de Florence Parly est le plus clair. Parly II, la fille de Parly I, se devait d'avoir une carrière fulgurante. On commence par un passage au gouvernement. Puis on tente l'élection législative. On se retrouve à la municipalité de Paris. Puis on part à Air-France et à la Snaf et on revient au gouvernement comme ministre. Et on a épousé un haut fonctionnaire qui fait lui une carrière au sein de l'Etat, un temps aux participations de l'Etat ce qui facilite la carrière de sa femme. Le couple se retrouve avec des rémunérations qui dépassent tout ce que le bon peuple peut imaginer, en dépit des révélations du Canard enchaîné. Certains parlent en privé de plus de 10 millions d'euros la meilleure année. Le couple Fillon peut aller se faire rhabiller chez Arnys. Hidalgo, fonctionnaire élevée par la grâce d'une fréquentation assidue des litières énarchiques les plus élevées, avec son haut fonctionnaire de mari, se sont enrichis de façon extrême.

Les systèmes particuliers que se sont concoctés les hauts fonctionnaires, dans ce contexte, deviennent incroyablement choquants. C'est le cas des retraites. On revient dans le statut du corps cinq jours avant la date limite et on touche non pas une retraite au prorata du temps passé mais au taux plein, même si on a travaillé moins d'un an à des fonctions administratives dans toute sa carrière. On peut cumuler des retraites privées, des retraites européennes, des retraites de députés ou de sénateurs, des retraites municipales, ou de conseils généraux, des retraites présidentielles, des indemnités ministérielles, etc. etc. Pour les grands seigneurs du milieu des planques permettent de toucher rémunérations et avantages annexes jusqu'à des âges très avancés (Jospin, Fabius et Juppé au Conseil constitutionnel sont les exemples les plus caricaturaux, mais Rocard et Ségolène au Pôle Nord, ce n'est pas triste non plus).

Ce réseau de prébendes totalement injustifiés, de couples d'abusifs incroyablement enrichis, d'avantages gigantesques et souvent secrets obtenus sans mérite excessif, ont fini par dégoûter le pays. D'autant que ces privilégiés se sont tous plus ou moins réclamés du socialisme le plus rouge et n'ont que le mot égalité à la bouche. Un Jean-Claude Trichet qui cumule les retraites statutaires, celle de la Banque de France et celle de la BCE a eu des responsabilités considérables, avec les rémunérations associées légitimement. Mais il a finalement nui au plus grand nombre, notamment en cautionnant une politique qui a poussé le chômage au plus haut. On peut comprendre qu'une personne qui, du fait de son chômage durable, a une retraite misérable, proche de 450 euros par mois, trouve que le train de vie de retraité de Trichet est légèrement abusif.

La vraie solution est connue. Il faut dissocier totalement le secteur administratif et le secteur politique. Article constitutionnel N°1 : nul ne peut être élu dans une assemblée ou dans un exécutif qui fixe sa propre rémunération et ses conditions d'emploi. Article 2 : nul ne peut recevoir deux rémunérations de l'Etat ni cumuler rémunération d'état et celle d'une organisation internationale.

La retraite des hauts fonctionnaires doit être versée prorata temporis du travail effectué et non pas en fonction du statut.

Si un haut fonctionnaire veut faire carrière hors du service public, soit il démissionne, soit il opte pour le système qu'il juge le meilleur, mais il ne cumule pas. Une législation plus ferme sur les conflits d'intérêts qui naissent du fait de la généralisation des couples de hauts fonctionnaires doit être mise en place.

Lorsqu'on prend la vraie dimension du problème anti démocratique que représente l'Enarchie Compassionnelle en tant que système, on comprend qu'Emmanuel Macron, qui en symbolise la quintessence, ne règle pas le problème. Le faux semblant est total, l'hypocrisie majuscule et éhontée.

Arrivé au pouvoir par un pronunciamento mis en œuvre par des hauts fonctionnaires félons à leurs devoirs, entouré d'une garde proche d'Enarques, conforté par un premier Ministre énarque, un Ministre des Finances énarque, un ministre de la défense énarque, gardé à Bruxelles par un commissaire énarque qui dialogue avec un ministre de l'Europe énarque et tête de liste aux européennes, jamais l'Enarchie n'a été poussée à un tel point.

Changer le nom de l'école pour qu'on ne puisse plus parler d'énarchie est une subtilité de communicant. Déplacer le problème en n'évoquant que la question de l'accès à la haute fonction publique, censé ne pas faire une place suffisante aux enfants non issus de la bourgeoisie socialiste, permet de cacher la réalité.

Il faut un bon recrutement, donc sélectif, pour la haute fonction publique et la meilleure formation, et un avancement qui permet seulement après avoir fait ses preuves d'intégrer les grands corps et d'accéder aux hautes responsabilités.

Mais il faut veiller à ce que ne se crée pas, par extension abusive, un Etat dans l'Etat.

L'Enarchie Compassionnelle doit être détruite en tant que système abusif. On n'en prend pas le chemin. Quand on présente un faux diagnostic on appliquera nécessairement des faux remèdes.

Le triomphe d'Emmanuel Macron, qui appelle aussitôt Edouard Philippe, qui l'un et l'autre ont décidé d'être renégats vis-à-vis des mouvements qui les ont mis en selle, a été l'acmé du système énarque. Lorsque nous avons vu, après quelques mois, la machine bureaucratique et fiscale s'emballer, nous avons pris le soin de la signaler sur ce blog. Ils se croyaient tout permis. Et je limite les vitesses dans demander à personne. Et je dresse un plan vélo, un plan truc, un plan machin. Pas un aspect de la vie des gens qui puisse échapper à la folie bureaucratique en pleine surchauffe. Et j'augmente les impôts et les taxes à tout va. Jusqu'à dire aux Français que l'énergie serait taxée toujours plus, qu'il faudra qu'ils changent de voitures, de chaudières... Nous avons écrit : attention à la colère du peuple.

Plus rien n'était audible dans les bureaux de Matignon et de l'Elysée. Et on a fini par découvrir que le revenu disponible, ce n'était pas le brut moins les prélèvements moins les impôts et moins les taxes, mais ce solde diminué de toutes les dépenses contraintes par la bureaucratie et les réglementations ineptes et effroyablement coûteuses.

On eut les Gilets Jaunes et le blocage des ronds-points avec l'assentiment général de la population aux premières heures du mouvement.

Macron leur livre un changement de nom de l'ENA, comme on lance un nonosse au chienchien pour qu'il cesse d'aboyer. Sans toucher à l'essentiel. Il s'agit bien d'un faux projet de réforme.

L'Etat dans l'Etat se croit assez fort pour perdurer dans son être. Il est vrai que l'opposition est muselée : Wauquiez, Philippot, Dupont-Aignan, Asselineau sont des Enarques... Restent les

extrémistes de droite et de gauche. Macron leur demande de se lever comme des orages désirés. En faisant semblant de protéger la République contre les violents, on défend en fait l'Etat dans l'Etat qu'est l'Enarchie.

Tout cela est pitoyable et n'a rien à voir avec l'intérêt général.